

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.910

Conférence de presse du PCR

Défendre La Réunion auprès des Ministres



Ary Yé Chong Tchi Kan, Yvan Dejean et Maurice Gironcel ont rencontré hier les journalistes (photo C.T.)

Trois secrétaires généraux du Parti Communiste Réunionnais ont tenu une conférence de presse afin d'apporter leur analyse à la veille de la visite à La Réunion des Ministres de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et des Outre Mer, Georges Pau Langevin.

Les ministres «arrivent à La Réunion à un moment où l'exacerbation des contradictions des politiques menées ici depuis des décennies atteint son paroxysme», a expliqué Maurice Gironcel, pour qui «les Outremer, et La Réunion, sont oubliés. Il faut rappeler à nos dirigeants parisiens que les problèmes que l'on rencontre sont différents de ceux qui la population franco-française rencontrent».

Yvan Dejean a constaté que lors de cette visite ministérielle, «aucune force vive de La Réunion ne rencontrera les ministres». D'autant plus qu'il s'agit des treizième et quatorzième

ministres qui viennent à La Réunion, sans pour autant «connaître leur bilan au cours de ces deux années passées».

«Il faut faire une autre politique»

Ce dernier a pointé du doigt les 72% de votants pour François Hollande, lors de la présidentielle, «durant deux ans, les ministres et les députés se sont chargés de mettre en œuvre leur politique, dont 7 députés réunionnais; à majorité socialiste».

Des députés, dont «aucun n'a fait le

travail d'explication que les électeurs attendent. Les électeurs ont droit au respect et à la considération de la part de ceux qui sont bien payés pour agir en leur nom», a indiqué Yvan Dejean. Ce dernier a souhaité un bilan du premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault, après le remaniement, qui a vu Victorin Lurel, céder sa place à Georges Pau-Langevin.

«Le fond est de dire à ces deux ministres arrivent à un moment où la politique menée depuis des décennies a atteint ses limites». D'ailleurs, «tous les indicateurs économiques et sociaux sont dans le rouge et l'aggravation de la situation en France et en Europe n'offre aucune possibilité de redressement dans l'immédiat et les années à venir», a indiqué Yvan Dejean.

Suite en page 2

Ce dernier a rappelé la «situation hors norme», mise en avant qui ne demande pas «d'apporter quelques petites modifications ici ou là comme par exemple donner un petit plus d'emplois aidés pour faire face au chômage». Pour le PCR, «la question est de dire qu'il faut une autre politique pour éviter le désastre qui paraît inévitable. Le changement se doit être maintenant».

Les conséquences de 1946

A la question, «pourquoi en sommes nous arrivés là?», Yvan Dejean expliqua que «la politique gouvernementale menée à La Réunion depuis 1946» a un impact direct dans la vie des Réunionnais, avec notamment la hausse

des inégalités. Mais aussi, «la transition démographique qui n'a jamais été prise à sa juste mesure».

Rappelant la politique des revenus établie dès 1946, le secrétaire général a mis en exergue la sur-rémunération des agents de l'Etat, à laquelle s'ajoute des avantages sur le plan matériel comme les congés payés, primes d'installation, impôts bonifiés, régime de retraite particulier. A contrario, «les autres catégories de la population ne percevaient pas ces avantages. Donc dès le départ une grande inégalité s'est installée entre une grande partie de la population et les agents de l'Etat».

Un système qui s'est par la suite généralisé dans les autres services, a expliqué Yvan Dejean, ajoutant que la départementalisation a «vu s'installer et se développer rapidement les ser-

vices administratifs». Ces services sont devenus considérables par rapport aux autres secteurs d'activités, car aujourd'hui 84,5% contre 1,5% pour le secteur primaire et% pour le secteur secondaire, a-t-il indiqué.

Evoquant une série de chiffres (voir encadré), Yvan Dejean a expliqué que «ces chiffres sont le résultat d'une crise structurelle qui prévaut à La Réunion depuis des décennies. Cette crise structurelle, combinée à la crise conjoncturelle en France et en Europe notamment sur les plans financiers et économiques, aboutit à l'exacerbation des contradictions». Raison pour laquelle, le PCR se demande «quelle sera la politique menée ici compte tenu de la crise en France?».

Céline Tabou

«Quelle sera la politique menée ici?»

Pour Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan, «il faut que les ministres le disent», car les mesures gouvernementales annoncées auront des conséquences pour La Réunion, ont-ils indiqué. Compte tenu de la baisse des crédits au sein de l'ensemble des ministères, la diminution des dotations de l'Etat aux collectivités et les 6 millions annoncées en moins dans le budget des Outremer, les perspectives sont moroses pour les réunionnais, ont déploré les trois secrétaires.

De son côté, Ary Yée Chong Tchi Kan a évoqué les problèmes immédiats à La Réunion, et particulièrement la fin des quotas sucriers en 2017, la poursuite et l'extension des Accords de Partenariats Economiques (APE), l'incertitude sur l'octroi de mer et les problèmes de logements. «La filière canne sucre est gravement menacée et d'une manière générale toute la production réunionnaise», a expliqué ce dernier. «Alors que la coupe va commencer, enfin il est dit aux gens que les quotas seront terminés en 2017», mais les prix garantis aussi, a-t-il ajouté. Le secrétaire général du PCR a souhaité connaître «le point de

vue du gouvernement concernant l'avenir de la canne à La Réunion. On connaît la position de Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture. Il a décidé à l'Union Européenne de mettre fin aux quotas en 2017 alors qu'il était possible d'aller jusqu'à 2020».

Avec la venue des deux ministres, le PCR leur propose «de travailler avec l'ensemble des acteurs de la filière, afin de s'en sortir. Mais dans leur programme de visite, il n'y a pas de rencontre avec les personnes concernées, ni même les maire», dont 23 ont sur leur territoire des terres agricoles.

Concernant les APE, Ary Yée Chong Tchi Kan a mis en avant l'opacité autour des négociations faites par l'Union Européenne avec les pays voisins pour créer une zone de libre échange. Aujourd'hui, «on n'a plus le temps, parce que dans l'Est de l'Afrique, des accords intermédiaires ont été mis en application. Comment progresser alors, quel est l'avenir de La Réunion dans la zone?», a posé ce dernier.

Le poids des décisions politiques réunionnaises

Ary Yée Chong Tchi Kan a évoqué plusieurs dossiers qui pèseront sur les générations à venir. Tout d'abord, la Nouvelle Route du Littoral, le PCR réitère la demande du groupe de l'Alliance au Conseil Régional, pour une expertise économique et financière, car «le milliard 600 millions annoncés au départ est une farce. Cela ira bien au-delà des 2 milliards et le coût sera à la charge des contribuables de La Réunion et mettra la Région dans une situation financière périlleuse».

Autre point crucial pour le PCR, la réforme territoriale. «On ne peut plus appliquer mécaniquement une réforme conçue pour les régions françaises», indiqué Maurice Gironcel. Ce dernier a évoqué le regroupement de régions

fait en France, qui ne peut pas se faire à La Réunion, car «on n'a qu'une seule région». De plus, «ici notre environnement géo économique est composé de pays indépendants dont certains connaissent ou connaîtront dans un proche avenir une progression économique et démographique rapide. La Réunion doit s'inscrire dans cet environnement».

Raison pour laquelle, Yvan Dejean rappelle le souhait du PCR: «Un territoire, une assemblée, un projet de développement». «Il faut un pouvoir réunionnais pour mettre en place un projet de développement qui réponde à l'urgence sociale, développe durablement La Réunion et qui gère les flux financiers qui arrivent».

Suite en page 4

Édito

Au sommet du groupe G77+Chine, Ban Ki Moon s'attaque à la pauvreté

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a appelé vendredi le Groupe des 77 (G77) à oeuvrer à la réalisation des objectifs d'élimination de la pauvreté connus sous le nom d'Objectifs du millénaire pour le développement d'ici à leur échéance, fixée à l'année 2015. Il a dit: «Premièrement, nous devons fixer les objectifs du nouveau millénaire d'ici à l'échéance de l'année prochaine. Nous devons redoubler d'efforts pour réaliser l'objectif qui a été fixé».

En effet, le sommet du Groupe des 77 (G77) plus la Chine s'est ouvert samedi soir dans la ville bolivienne de Santa Cruz, sous le thème "Nouvel ordre mondial pour bien vivre"; il vise à discuter de l'éradication de la pauvreté, du changement climatique et de l'agenda du développement durable post-2015. Le sommet de cette année marque également le 50e anniversaire de la création du G77, maintenant une coalition regroupant plus de 130 membres en voie de développement de l'ONU ainsi que la Chine.

Le chef de l'ONU a dit compter sur le G77 et la Chine pour apporter de nouvelles idées, des approches de négociation flexibles et créatives, et des propositions concrètes et

équilibrées pour surmonter les distinctions traditionnelles Nord-Sud et offrir un programme de transformation de développement post-2015. Il a affirmé: «en agissant ensemble, les Etats membres peuvent éradiquer l'extrême pauvreté et fournir des opportunités pour tous dans les limites imposées par les ressources de notre planète».

A La Réunion où la pauvreté gagne du terrain, il faut prendre exemple sur ce que font les 77 pays plus la Chine. Il faut encourager les initiatives de l'Appel de l'Ermitage.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Une délégation du PCR est venue manifester sa solidarité avec un Réunionnais en grève de la faim, en lutte pour empêcher la destruction de sa maison.

Solidarité du PCR envers Charles Vintagame

Pour Ary Yée Chong Tchi Kan, le gouvernement doit «faire preuve d'esprit de responsabilité, car on est dans une situation hors norme». D'ailleurs, en matière de logement, ce dernier a évoqué deux dispositifs qui ne permettent pas de résorber les demandes de logement en attente: le DALO (Droit au logement opposable) et la loi SRU, relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

Deux dispositifs qui n'ont pas atteint leur objectif, car les gens ont fini par construire sur leur terrain. Ary Yée Chong Tchi Kan a évoqué le cas de Charles Vingatamale en grève de la faim devant la préfecture, pour éviter la démolition de sa maison sur son terrain agricole. «Sur le plan du droit, il n'y a pas de souci. Mais sur le plan des responsabilités, il a fallu attendre 14 ans avant que les

services de l'Etat ne statuent sur son cas. Et en plus, il a des astreintes, de près de 25.000 euros», a dénoncé le secrétaire général du PCR.

«Si il est dans cette situation, c'est parce qu'il y a une crise du logement à La Réunion». Une crise qui devrait s'accroître avec les difficultés dans le BTP et le nombre croissant de demandes de logement. Face à la détresse de ce père de famille, le PCR a averti: «nous sommes solidaires de cette personne, nous disons aux autorités de ne pas toucher le travail qu'il a œuvré pendant des années. Si il y a une épreuve de force, alors le PCR sera amené à appeler la population réunionnaise à se joindre au comité pour protéger cette famille».

Yvan Dejean a tenu à rappeler aux ministres «la réalité des choses»

Les inégalités sont «insupportables en matière de revenus». En effet, à La Réunion, 20% des plus riches concentrent 47% des richesses et 20% des plus pauvres concentrent quant à eux 7% des richesses, a-t-il indiqué.

S'ajoute un niveau de vie très bas, 42% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national et un taux d'illettrisme record avec 116 000 illettrés. Le PIB par habitant est de 17.700 euros à La Réunion, soit 40% inférieur au PIB français.

Cette inégalité découle, entre autre, du taux de chômage «le plus élevé de la République», avec 30%. Avec l'aug-

mentation de la population, ce taux «s'aggraverait encore plus puisque dans les 15 ans à venir la population active augmentera de 50.000 personnes». D'autant plus que le taux d'emploi à La Réunion est «très faible», soit 44%.

Dans le domaine de la santé publique, «La Réunion détient le triste record d'être au sixième rang mondial concernant le taux de population atteint du diabète» a indiqué Yvan Dejean, ajoutant que le taux de mortalité infantile est de 7,6 pour mille à La Réunion contre 3,8 pour mille en France.

Visite ministérielle

NRL : ATR-FNAUT demande une entrevue à George Pau-Langevin

L'association présidée par Bruny Payet souhaite informer la ministre des Outre-mer de la réalité du projet et de ses perspectives. En vue d'une rencontre, ATR-FNAUT a adressé un courrier à la ministre dont voici de larges extraits.

En prévision de votre venue à La Réunion, notre association a l'honneur de vous demander de bien vouloir lui accorder une entrevue. Nous souhaitons en effet vous entretenir du sujet de la NRL, la route littorale en mer, dont vous allez pouvoir vérifier sur place que le chantier n'est pas « largement engagé au point d'interdire tout retour en arrière ». Pourrions-nous évoquer avec vous,

les dérapages financiers actuels et attendus, comme les difficultés qu'auront nos entreprises à se procurer les matériaux nécessaires, que l'on ne peut minimiser. Quelles seront les suites pour l'île d'un dépassement, toujours possible, des risques marins et cycloniques envisagés, sachant la vulnérabilité de tous les ouvrages sur notre littoral océanique ? Neuf recours ont déjà été déposés au

TA contre la NRL et deux autres encore sont en passe de l'être ! Un nombre croissant, d'élus, de PME du BTP, d'associations et de riverains des carrières, s'oppose à l'engagement de ce chantier jugé de plus en plus démesuré et inadapté !

Le projet actuel en mer a été fortement induit à l'époque, par l'Etat, sous la présidence de M. Sarkozy, aussi nous souhaitons vous entretenir des possibilités qui s'offrent à votre gouvernement, de lui donner un autre cours qui soit respectueux de notre développement durable. C'est pourquoi une délégation de notre Conseil d'administration aimerait vous rencontrer.

Soutien aux mouvements sociaux en France

CGTR solidaire des cheminots et des intermittents du spectacle

Dans un communiqué, la CGTR « apporte sa totale solidarité aux travailleurs en lutte de la SNCF et aux intermittents du spectacle »

La CGT Cheminots se bat pour un véritable service public ferroviaire et contre le dépeçage de la SNCF. Elle se bat pour que l'accès au réseau ferré soit effectif et que la réponse aux besoins de déplacements soit réelle. La réunification de la SNCF doit y répondre.

S'agissant des intermittents du spectacle, leurs luttes sont celles de la défense de la Culture et de l'exception française. La mobilisation en leur faveur de figures marquantes de la culture française exprime clairement que leur combat dépasse et de loin la seule et légitime défense de leurs intérêts de salariés.

Les tentatives de division des français de la part du gouvernement et du MEDEF, jouant sur le registre de la criminalisation de l'action syndicale, sont inacceptables.

La proposition du Ministre du Travail

lui même de geler les seuils sociaux témoigne d'une singulière conception du dialogue social qui consisterait à affaiblir voire à annihiler l'une des parties pour ensuite ouvrir ledit dialogue!

Par ailleurs, la CGTR dénonce vigoureusement les propos de la FEDOM, lobbyiste du patronat, quant à son exigence de ne pas appliquer la pénibilité chaleur à La Réunion au prétexte que les réunionnais sont habitués à de fortes chaleurs. Le mépris et l'insulte suintent dans de tels propos.

Vous avez dit dialogue social?"



Mèt ankor, la pa sé !

En début de semaine, les médias nous ont baigné avec la victoire en football de 3-0 de la France sur le Honduras (réduit à 10), en coupe du monde au Brésil! Malheureusement, ce résultat sportif, aussi sensationnel qu'il soit aux yeux de certains, ne rassurera pas les 10 897 candidats aux baccalauréats dont l'avenir reste incertain. Ce n'est pas lui non plus qui aidera cet agriculteur en grève devant la Préfecture pour sauver sa case, ou qui réconfortera les cédéistes de la mairie de Saint-André qui voient leurs contrats annulés par le nouveau maire, lequel accuse son prédécesseur d'avoir agi dans l'illégalité. Pendant ce temps, on apprend que TAK président de la Ca-Sud demande la radia-

tion de «l'homme aux 2 Bacs +5» de la fonction publique, car privé de ses droits civiques, le célèbre Cyril Hamilcaro. Celui là-même qui voudrait mettre le grappin sur le Centre de Gestion (par l'intermédiaire de son ami Vaitilingom) qui gère la carrière de plus de 6 000 agents territoriaux et diriger l'AMDR moyennant un salaire mirobolant.

Cette guéguerre entre TAK et le clan de Didier Robert aurait pu amuser l'ancienne maire de Saint-Paul Mais pour l'instant, Huguette Bello n'a vraisemblablement pas la tête à sourire. Car, en dépit du fort soutien qu'elle bénéficie de la part de certains médias dans son affrontement virulent avec l'actuel premier magistrat de cette

commune, concernant «sa médiathèque», Sinimalé n'a pas cédé et a sifflé la fin de la récréation, estimant que dans cette affaire, Huguette Bello n'avait qu'un seul but: flatter son égo, et privilégier une élite au détriment de la masse.

Heureusement, ce n'est pas uniquement les politiques qui s'entredéchirent. Pour preuve, actuellement au sein de la magistrature, totochement i fini pas de péter. Cela devait arriver tôt ou tard, et certaines vérités éclatent au grand jour. Tant mieux! Sirtou, mèt ankor, la pa asé! Des magistrats qui, en dépit de ce qui se passe chez eux, doivent certainement être très intéressés par les déclarations de Médiapart selon lesquelles 407 000 euros de frais n'ont pas été déclarés lors du meeting de Sarkozy à Pierrefonds, le 4 avril 2012.

Paul, Saint-André

Pour une citoyenneté indianocéanique

A l'occasion des élections européennes de mai dernier, on a beaucoup parlé de l'Europe des peuples, de l'Europe des citoyens contre l'Europe de la technocratie et des banques. Le résultat – l'abstention massive et la montée de l'extrême droite –, a montré l'impérieuse nécessité de placer les citoyens au cœur de ce projet politique. Qu'en est-il de l'Indianocéanie, celle concernant plus particulièrement les îles du Sud-Ouest de l'Océan indien: Madagascar, les Comores, l'Île Maurice, les Seychelles et La Réunion? Les peuples de cette zone sont-ils au cœur de ce projet?

Les peuples situés de part et d'autre de l'Océan Indien se sont, disons-le, toujours rencontrés. Dans cet immense bassin propice aux communications maritimes, il y eut échanges, circulations, connexions, partages entre les langues, les cultures et les civilisations dès les temps les plus anciens. A tel point qu'on a pu le qualifier comme le «plus grand continuum du monde au cours des quinze premiers siècles de notre ère» (Neville Chittick). Arabes, Indiens, Africains, Comoriens, Malgaches, Malais, Indonésiens, Chinois et autres se sont rencontrés par le biais du commerce du bois d'œuvre, de l'ivoire, de l'or, du fer, du riz et des esclaves; commerce accéléré, surtout celui des esclaves, avec la création des villes islamiques à partir du IX^e siècle et puis par des Européens à partir du XV^e siècle.

Les populations de nos îles du Sud-Ouest de l'Océan-Indien sont issues de ces grandes métropoles lointaines ou plus proches. Nous sommes des îles sœurs liées à cet espace marqué par diverses civilisations, divers creusets culturels (swahili, malgache, Mascareignes), par la diversité culturelle. Donc des sociétés ouvertes. Il y a toujours eu des va et vient entre les habitants de nos îles.

Mais aujourd'hui la libre circulation devient de plus en plus difficile; pas facile lorsqu'on est un pauvre Malgache, Comorien, Seychellois ou Mauricien de venir voir sa famille ou ses ami(e)s à La Réunion. Une association, Initiative solidaire France Océan Indien (ISFOI), vient de monter au créneau pour demander une plus grande liberté de circulation dans la zone pour les ressortissants de nos îles. Non pas de manière anarchique, mais par le biais d'un assouplissement des conditions des visas aux dits ressortissants (Le Quotidien du 06/06/14).

Autrefois, me disait un ami mauricien, on pouvait entrer à La Réunion rien qu'en indiquant l'adresse où on allait. Aujourd'hui, outre le visa, il faut une attestation d'hébergement (40 euros), une assurance maladie et une certaine somme d'argent. Il arrive même qu'un fonctionnaire zélé vérifie si le compte est bon! Force est de constater que depuis quelques années les conditions d'obtention de visas pour les pays riverains, dits du premier cercle, se sont durcies, alors même qu'un processus d'exemption de visa est engagé depuis quelque temps pour les ressortissants de certains pays du deuxième et troisième cercles.

Les Sud-africains peuvent depuis le 1er janvier 2013 entrer à La Réunion sans visa. Ce sera pour très bientôt le cas des ressortissants de la Chine et de l'Inde, nous annoncent la ministre des Outre-mer et le ministre des Affaires Étrangères (Le Quotidien 24/05/14, Témoignages 14/06/14). Et déjà nos élus de droite et de gauche se querellent pour s'arroger la paternité de cette future décision gouvernementale! Mais que font-ils pour une plus grande liberté de circulation pour les ressortissants de nos îles et archipels du Sud Ouest de l'Océan indien? Osent-ils interpellier fermement le gouvernement français sur cette question? Quel monde indianocéa-

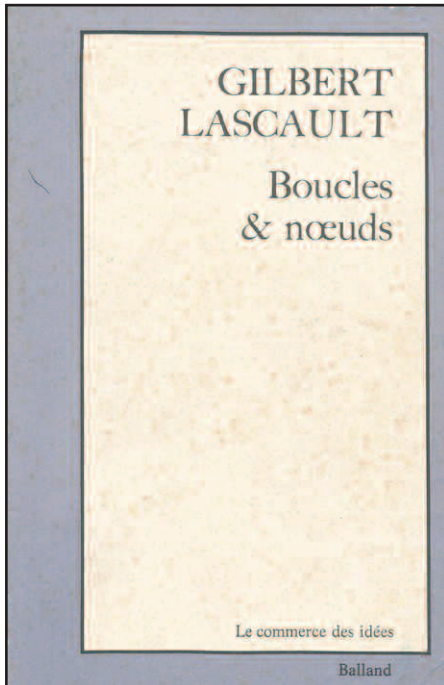
nique veulent-ils construire? Une Indianocéanie des hommes d'affaire, des marchands ou une indianocéanie où des peuples soient au cœur du processus?

A l'occasion du trentième anniversaire de la Commission de l'Océan Indien (COI), célébré à Victoria aux Seychelles, le 10 janvier dernier, les responsables de cette Institution régionale, axée sur la coopération politique, économique et culturelle, ont voulu remettre en avant le concept d'«Indianocéanie» pour bien marquer l'identité commune de nos îles et archipels du Sud ouest de l'Océan Indien. Une Indianocéanie comme «socle et tremplin de notre devenir», précisent-ils. C'est ce concept, issu de notre histoire mêlée, par lequel les pays du Sud Ouest de l'Océan Indien, regroupés au sein de la COI, veulent de plus en plus s'identifier et se reconnaître. Mais pour que ce concept et ce projet deviennent une réalité vivante, dynamique, démocratique, ils doivent être appropriés par nos populations. Il ne peut y avoir d'Indianocéanie - qui est notre avenir -, sans la participation de ces derniers. Après 30 ans d'existence, la COI a besoin d'un nouveau souffle, d'une nouvelle étape, d'un passage de la coopération à une certaine intégration. Pourquoi pas la création d'une citoyenneté indianocéanique, une citoyenneté commune aux ressortissants de nos états insulaires, comme premier pas dans ce processus d'intégration communautaire? La citoyenneté communautaire, avec, entre autres, le droit à la libre circulation entre les Etats membres, peut être un élément important dans cette évolution souhaitée de la «Commission de l'Océan Indien» en «Communauté de l'Océan Indien» avec de nouvelles ambitions (Vœu de Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire de la COI, in Nation/Seychelles, 10/01/14)). Notons en passant que les Mauriciens et les Seychellois peuvent entrer et séjourner dans les pays de «l'espace Schengen» sans visa pour un séjour de trois mois. Vivement une Indianocéanie des Citoyens.

Reynolds Michel

C'en est trope!

Animalité de la boucle, avec Gilbert Lascault



Boucles & nœuds par Gilbert Lascault, aux éditions Balland, collection Le Commerce des idées. À Danguy, ancien condisciple, en remerciements.

«Ô ligne droite: sentier des chrétiens!, disent nos théologiens. –Symbole de la rectitude morale!, dit Cicéron. –La meilleure ligne!, disent les planteurs de choux. –La plus courte, dit Archimède, qu'on puisse tracer d'un point à un autre». Ainsi Laurence Sterne, dans *Tristram Shandy*, résume-t-il le consensus historique réalisé autour de la ligne droite.

Il est presque un truisme que d'affirmer que la raison incline vers la mesure, le net, vers la bonne géométrie, vers le figé. Rien de plus déconcertant pour l'esprit que le mouvement de la mer. Platon lui-même, se méfiant de la métis, l'intelligence rusée, qui «s'appliquait à des réalités mouvantes qui ne se prêtent ni à la mesure précise, ni au raisonnement rigoureux», assurait dans *Philèbe*: «C'est de lignes droites dont je parle, et de lignes circulaires, et de surfaces et de solides qui en proviennent... De telles formes, j'affirme qu'elles sont belles non pas relativement, comme d'autres, mais belles toujours, en elles-mêmes, par nature».

À sa suite, nos sociétés se sont platonisées. Dieu est un triangle isocèle. À l'inverse, la menace de l'imma-

trisé s'est retrouvée confinée dans une animalité repoussante. La boucle avale, on le sait, recrache, encercle, retient, capte, attache. Le terme de «caprice», *capriccio*, indiquait à l'origine le bond du «cabri». Dès l'origine, l'homme dit sa méfiance envers les stratégies retorses de la bête.

Le grec Oppien, au II^e siècle après J.-C., dans son *Traité de la chasse*, remarquait que «le renard se creuse une demeure avec sept portes différentes auxquelles conduit autant de couloirs, les ouvertures étant très éloignées les unes des autres». Dédale tiendrait donc du renard la conception du labyrinthe.

Le terme grec de *poikilos* désignait semblablement le dessin bigarré d'un tissu, le scintillement d'une arme, et la robe tachetée d'un faon, ou le dos brillant du serpent constellé de touches sombres. Le terme proche, *aiolos* servait à évoquer non seulement les boucliers qui tournoient en scintillant, mais aussi les vers, les taons, un essaim d'abeilles, «toutes bêtes dont la masse grouillante et remuante ne reste jamais en repos». Les deux mots servent à caractériser la ruse, la métis. Selon Ésope, la panthère est *poikilos* de pelage, tandis que le renard l'est par l'esprit. Pour Sophocle, les questions de la Sphinge sont *poikila*...

Mais celui qui l'emporte en stratégie retorse parmi le règne animal semble être pour les Anciens grecs le poulpe. Ils le décrivent comme un nœud de mille bras, un réseau vivant d'entrelacs, un nœud de férocité. Pour l'attraper, précise Oppien, «les pêcheurs lui jettent en appât une femelle de son espèce, qu'il enserme avec tant de force que rien, sinon la mort, ne peut lui faire lâcher prise».

On retrouve cette animalité tortueuse dans les lettrines armoriées des manuscrits irlandais médiévaux qui se déploient comme une tresse. Ces lettres ornées renvoient aux rêves de tourbillons que rencontrent Maelduin et ses compagnons dans certaines des sagas irlandaises, lorsque, par exemple, ils se retrouvent face à une bête déroutante, mobile dans son immobilité même, en un fascinant tournoiement: «Elle tournait à l'intérieur de sa peau, la chair et les os pirouettant, mais la peau immobile. Ou bien, c'était la peau qui tournait comme une meule, tandis que chair

et os ne bougeaient pas.»

Ainsi l'horreur culmine dans la courbe infinie et démultipliée et le nœud indénuable de l'animalité.

Privés de pattes, les reptiles avancent «à coup de courbes» dit un texte de 1653. Ils sont, décrit Bachelard, «flèches tortueuses»: vitesse non droite. Pour eux, le plus court chemin d'un point à un autre est une ligne serpentine. Ce sont des animaux non euclidiens.

Le romantisme n'est pas en reste, pour qui, sinueux, séducteur et assassin, le serpent est objet de fascination. Chateaubriand le décrit comme un être de fuite: «On ne saurait dire où gît le principe de ses déplacements, car il n'a ni nageoires, ni pieds, ni ailes; et cependant il fuit comme une ombre (...); il reparait, disparaît encore, semblable à une petite fumée d'azur, ou aux éclairs d'un glaive dans les ténèbres (...). Ses couleurs sont aussi peu déterminées que sa marche; elles changent à tous les aspects de la lumière, et, comme ses mouvements, elles ont le faux brillant et les variétés trompeuses de la séduction (...). Ses regards enchantent les oiseaux dans les airs; et sous la fougère de la crèche, la brebis lui abandonne son lait...».

La surréalité moderne en fait un animal omniprésent et abstrait. «Le sol, remarque le peintre Alechinsky, est de serpent qui écrit, de serpent intraduisible». Ainsi s'inscrit la courbe dans la symbolique des formes. Les animaux, écrit Ernst Jünger, le 10 novembre 1944, dans leur rapport au milieu et leurs relations réciproques, sont «comme un peloton plein de nœuds et d'entrelacs multiples.»

Ce n'est pas pour rien que depuis l'origine, l'animal a inspiré à l'homme le nœud. De l'animal tordu, retors, l'humanité retient le nœud. Faisant le nœud, l'homme imite l'animal. Pour nommer les nœuds, tout un bestiaire est invoqué: nœuds de jambe de chien; nœuds de vache; nœuds de gueule de raie; cul-de-porc avec tête d'alouette... Nœuds de marins, bien sûr: il fallait ne pas être humain pour s'attacher au vent. Il a fallu l'animal pour s'arracher de l'immobilité marine. Pour voguer, il fallait pactiser avec la bête. C'est l'animal qui nous a procuré la puissance de la courbe.

Jean-Charles Angrand

Otè!

Sé pa protèz la Planèt, sé ékonomiz la Planèt

Zot i rapèl moin lavé komans parl a zot in liv Claude ALLEGRE.

Lu la ékri sa an 1990; a moin mi lir 24 tran aprè!

Li dékline sa an plizir zafèr, na 10 sapit; a sak foi li poz in problèm, a nou réflési si nou lé dakor ou pa, konm li lé in siantifik mé osi in angazé politik, li pé pa ékri ninport koué é aksèpt ninport koué an partikilié dé zékolozis; anfin li mèt an déba; a nou d war koué nou pans.

La Tèr lé menasé, vré ou fo, dan kèl mézir, fo dramatisé ou pa!?

Na la polisyon, bon bin koman i fo fé po o moin diminié.

Lozone parey, lé par androi; na moyin bann zindistri fé moin dioksid karbone, par égzanp po produi ki polu, itiliz lésans san plon, mé la falu batay èk réponsab ékonomik, politik, dé zané!

Lo, kab manka nou; atansyon nitrat, fosfat i dsann dann nap fréatik.

Arèt zèt tout dan loséan, sa la pa in pirifikatèr infini... koté oséan pasifik, nana in ta salté i flot, na si tèlman oui kroiré in 7ème kontinan! Va tié nout zanimò marin (torti, dofin, zoizo).

Lom i modifi pa lo klima plis kin gro eksplozion volkan lisland; bon, lom sé in animal konm ninport a kèl; lès a li viv; fo osi li manz, li respire, li konstrui son kaz, li déplas... Ti pé pa anpès in Afrikin (ou in haisiin) bril in bout boi po fé kui son diné oté!

I fo invant lékolozi po lé vil osi; lékolozi sé in lékilib; in dévlopman dirab. Sa i konsern pa in péi solman; i intèrès toul moun si la Tèr antièr.

Fodré minm ke lé pli gran polièr sé lé pli gran payèr; mèt in lamann; èk so larzan, fé ankor la rosers po amélior ankor lo zénétiq si i fo; invant in organis vivan ki siprim la polisyon.

Lo: ninpé i gaspi tro(loNor), dot i kont gout par gout (lo Sid)!

Ekonomiz ...pétrol, sarbon, uranium, tou sa la, sa lé pa inépuizab!

Justin